

MATON-MATIQUE

Les développements de l'électronique et de l'informatique permettent l'essor de technologies de la surveillance dont la promotion s'appuie sur l'idéologie sécuritaire, idéologie assénée par le pouvoir, les médias et certains secteurs de la gauche.

Cette extension capillaire atteint particulièrement les entreprises. Sous couvert de sécurité des locaux ou d'amélioration des conditions de travail (horaires variables), s'installe un réseau de contrôle et de surveillance des travailleurs.

Surveillance tous azimuts

Si les chiens policiers, les vigiles et les clôtures électrifiées n'ont rien perdu de leur actualité, y compris chez CII-HB, les technologies électroniques de surveillance tendent à se généraliser. Elles sont discrètes, multiplient les zones contrôlées simultanément, permettent une intervention immédiate et un enregistrement des incidents (vidéo et mise en mémoire). Voici quelques unes de ces techniques :

Capteurs : de la détection des approches à l'interdiction ou à l'autorisation des accès.

La détection d'approche dans la zone environnante se réalise :

- soit à l'aide de dispositifs de barrage infrarouge ou de préférence ultrasoniques,
 - soit à l'aide d'appareils radars ou mieux, à l'aide de détecteurs infrarouges passifs.
- Dès qu'une anomalie est constatée et localisée, il est utile de pouvoir observer cette zone : des caméras de télévision fixes ou télécommandées remplissent cette fonction.

La surveillance des accès anormaux et interdits s'effectue, selon le cas :

- avec des contacts magnétiques judicieusement disposés aux portes et aux fenêtres normalement fermées,
 - avec des détecteurs électrostatiques de proximité,
 - avec des détecteurs de chocs ou de vibrations placés sur les parois ou sur le vitrage.
- La surveillance aux accès propres aux usagers fait appel :**

- à des détecteurs de proximité électrostatiques pour les piétons, électromagnétiques pour les véhicules pour signifier leur présence,
- à des lecteurs qui déterminent le code des badges qu'on leur présente.

Système de surveillance centralisée : du simple système d'alerte à la centrale de détection et d'enregistrement des faits et gestes.

La centralisation de la surveillance consiste à regrouper en un point les informations en provenance des différents capteurs afin de recevoir les alarmes, connaître leur cause et localiser immédiatement les incidents.

Deux techniques peuvent être employées :

- la plus traditionnelle consiste en un report fil à fil de chaque liaison d'alarme provenant de chaque capteur sur un tableau

synoptique équipé de voyants lumineux, « la plus complète, conduit à employer un organe de traitement électronique qui interroge chaque capteur, donne l'alarme et enregistre tous les événements avec date et heure.

Les outils de traitements proposés fournissent un message chiffré ou alphanumérique définissant la nature, le lieu, la date et l'heure de l'événement. Ils sont dotés d'un système d'auto-contrôle de leur réseau de liaison, de sorte que la coupure ou le court-circuit sur un câble sont eux-mêmes signalés, horodatés et enregistrés.

Grâce à cette panoplie, qui n'est plus réservée à l'armée, aux banques ou aux cavernes d'Ali Baba des grandes bijouteries, l'alarme peut être donnée au service de sécurité de l'entreprise, au central d'une société de surveillance qui enverra une patrouille de vigile, ou au commissariat.

Le badge magnétique : nouveau « sésame ouvre-toi »

Mais la pièce maîtresse des nouvelles technologies de surveillance c'est le badge magnétique personnalisé, qui permet une multiplicité de contrôles, dont celui de la circulation des personnes.

Pour entrer et circuler dans l'entreprise les travailleurs se voient imposer « un badge à haute sécurité, souple et robuste, de même format que les cartes de crédit.

Il peut porter les renseignements et photographies nécessaires pour devenir une véritable carte d'identité à usage informatique. Très sûr (le décodage de l'information est impossible), discret (la couche magnétique est invisible), le badge est également très fiable car la quantité de matière magnétisée pour retenir un élément d'information est incomparablement plus grande que dans le cas d'une piste magnétique. »

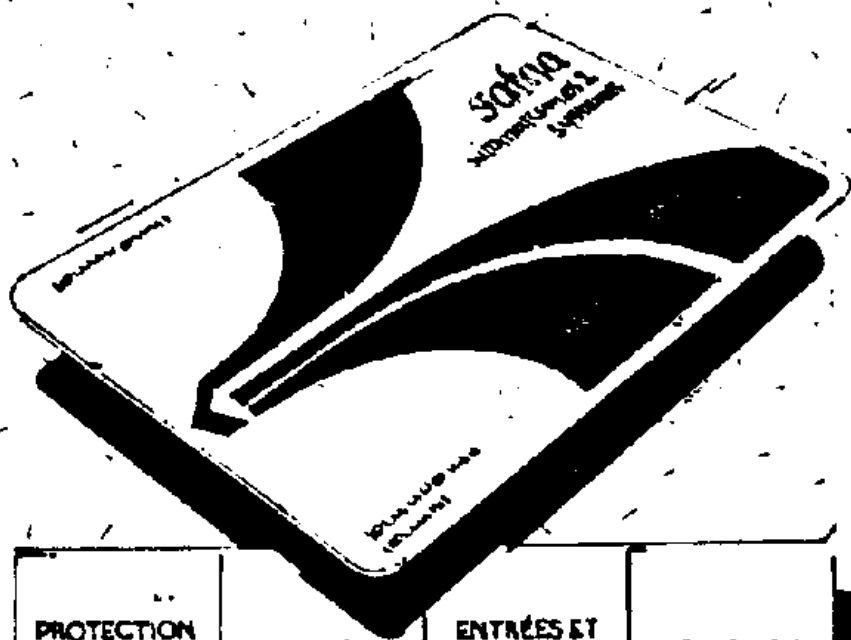
Le badge, personnalisé, permet l'ouverture de certaines portes et pas d'autres. Par exemple, les locaux du centre de calcul seront réservés à ceux qui disposent d'un code précis sur leur badge.

« Alors qu'une clé est exploitable à toute heure dès qu'il en est pris possession, le badge ne permet l'accès qu'après avoir été validé pour des accès sélectionnés et des heures spécifiquement choisies.

En effet dans les systèmes centralisés, l'unité de traitement reçoit le message de chaque lecteur sollicité par la simple insertion du badge. Ce message contient le code magnétique du badge et le numéro du canal sur lequel s'établit le dialogue. L'appareil doté d'une horloge/dateur, décide l'autorisation ou le refus d'accès, conformément à deux critères, l'un géographique, l'autre temporel, que le responsable a spécifiquement défini pour chaque badge au moment de sa validation (qu'il effectue aisément au pupitre de la machine).

Au même titre, toute invalidation est immédiate et individuelle alors qu'on ne peut invalider une clé... sans changer la serrure... et toutes les clés en circulation.

LA SÉCURITÉ automatismes & systèmes Safaa



PROTECTION CONTRE L'EFFRACTION	ACCÈS INTERDITS	ENTRÉES ET FERMETURES CONTRÔLÉES	DETECTION
LOCALISATION	ASSISTANCE AUX RONDES	PRÉSENCE	HORAIRE SOUPLES
PAIEMENT AUTO- MATIQUE	ALERTE	ENREGISTRE- MENT DES MOUVEMENTS	IDENTIFI- CATION
PRÉSENCE	ABONNEMENT PARKING	CONSUM- MATION	+

De même, l'usage de la clé ne permettrait pas d'identifier les tentatives d'intrusion, l'imprimante, associée à l'unité de traitement, enregistre et explique toute autorisation ou refus d'accès.

Pour augmenter le rapport efficacité-économie, une unité de traitement unique peut gérer le dialogue avec les lecteurs de badges comme avec les capteurs de sécurité (placés à une distance quelconque, puisque la liaison peut même se faire par ligne téléphonique, nécessaire dès que l'on dépasse 6 km).

Pour garantir de l'efficacité de ses systèmes, quatre problèmes annexes sont résolus.

- Il faut automatiquement vérifier que tout accès de circulation est bien refermé après tout passage dans un délai programmé.

- Il faut être sûr que seul le détenteur du badge profite du passage par l'accès qui vient de lui être autorisé. De même, il faut assurer à l'usager qui s'il est amené à pénétrer « sous contrainte », l'alarme sera donnée et localisée.

- Il convient de vérifier, ne serait-ce que par échantillonnage ou occasionnellement que le détenteur du badge est son vrai propriétaire.

- Il faut pouvoir, dans certains cas ou en certains points, avaler les badges présentés aux lecteurs. Malgré le fait d'une lecture statique, tout lecteur peut être équipé de son dispositif rendeur/avalant.

On pourra même, merveille de l'informatique, suivre à la trace la personne que l'on cherche :

- « On cherche d'urgence M.X, badge n°12345, il suffit de frapper son numéro de code pour savoir s'il est en dehors de la zone contrôlée et de demander à la machine de se suivre spécialement pour pouvoir le localiser.

Dès la première présentation de son badge, l'imprimante sélective délivre l'information attendue. »

On peut imaginer ce qu'il en est de la liberté de circulation des délégués syndicaux avec un tel système.

D'autres gadgets paranoïaques peuvent compléter ce charmant dispositif. Par exemple au laboratoire IBM de La Gaude, près de Nice, le 37-50 peut déclencher une caméra, une alarme sonore peut retentir et on peut verrouiller les portes pour bloquer le suspect !

Un strict contrôle du processus de travail

Dans le prolongement du taylorisme, Ford avait conçu la chaîne qui fait de l'ouvrier un prolongement de la machine. Le contrôle du processus de travail est simple : la chaîne impose son rythme, les chefs surveillent et le contrôle de production est en bout de chaîne. Mais le travail à la chaîne ne concerne qu'une minorité de travailleurs, y compris dans l'industrie. De plus, il a mauvaise presse.

L'informatisation de l'entreprise arrive à point pour permettre une extension (notamment au tertiaire) et un remodelage du contrôle des travailleurs.

En effet, l'informatique introduit un élément qualitativement nouveau dans le contrôle et le « pilotage en temps réel ». Production assistée par ordinateur et systèmes de traitement de l'information intégrés dans le tertiaire représentent un pas en avant considérable dans le contrôle du processus de travail.

Et le premier élément à contrôler strictement

Le retour de l'auto-commutateur...

Des auto-commutateurs électroniques ont été installés dans de nombreuses entreprises et dans plusieurs sans créer de remous, malgré quelques articles de presse sur le 3750 IBM dont celui du Monde, dont le titre, pour le moins inquiétant, était « 1984, 8 ans d'avance ». C'était en 1976.

Or on n'entend plus guère de protestations, comme s'il était admis que l'employeur peut contrôler tous les actes des salariés pendant leur présence dans l'entreprise. Le CIL voudrait rassembler, pour les diffuser ensuite, le plus d'informations possible sur les auto-commutateurs (et pas seulement sur le 3750 IBM le plus célèbre d'entre eux). Il lance un appel aux lecteurs de TERMINAL 19/84 pour qu'ils écrivent ce qui se passe sur leur lieu de travail (ou ailleurs). Ce travail d'enquête nous permettrait d'approfondir, de concrétiser (notamment au niveau des réactions des travailleurs) ou corriger les éléments de l'article « maton-matique ».

Sans préjuger de ce qui peut vous paraître important de faire savoir, nous vous proposons les questions suivantes (de manière non exclusive) :

- 1) Quels avantages a apporté l'auto-commutateur ?
 - pour vous ?
 - pour d'autres et quels autres ?
- 2) Quel(s) contrôle(s) s'exerce(nt) grâce

à lui et comment ?

- sur les déplacements (à l'intérieur, vers l'extérieur) ?
- sur le téléphone ?
- autres à préciser ?

3) Quelles sont les sanctions de ces contrôles ?

- interdiction de certains lieux ?
- contrôle des temps passés ici ou là ?
- surveillance sans menace formulée ?
- blâmes ?
-

Cela a-t-il provoqué des incidents ?
4) Comment l'auto-commutateur a-t-il été mis en place ? En particulier, quels arguments, quelles procédures l'ont fait accepter, ou refuser ?

5) Y a-t-il eu des réactions individuelles ? Organisées ? (luttas, négociations...)

- qui les a menées ?
 - comment ?
 - et avec quels résultats ?
- 6) Que pensez-vous de l'auto-commutateur ? Qu'en pensent ceux qui vous entourent ? (précisez qui).

Votre lettre devrait permettre de situer le type de l'entreprise, (mais pas nécessairement le nom). Nous assurerons l'anonymat, de ceux qui le désirent mais une adresse serait la bien venue pour permettre de reprendre contact si nécessaire.

Quand vous utilisez le téléphone, vos communications peuvent être surveillées par un auto-commutateur qui peut enregistrer l'indicatif du poste d'appel, le numéro appelé, la date, l'heure, la durée et calcule éventuellement le coût. A l'usine IBM de Montpellier, on a introduit en mémoire l'annuaire du département pour faire apparaître le nom et l'adresse des correspondants, y compris pour les locaux syndicaux... Que reste-t-il du secret de la correspondance ?

Quand au travail proprement dit, c'est dans le tertiaire que le contrôle introduit le plus de modifications. L'implantation de

systèmes conversationnels (écrans de visualisation directement reliés à l'ordinateur) permet un contrôle permanent du travail tant au niveau quantitatif que qualitatif. Le rendement est décompté et l'encaissement peut, sans se déplacer contrôler les opérations réalisés par l'employé.

Travaillerons-nous dans des quartiers de haute sécurité ?

La question est superflue pour les travailleurs de Citroën ou de Talbot qui connaissent bien les bagnes industriels dont les habitués pourfendeurs des Coullags des autres se gardent bien de parler.

Il n'empêche qu'un double dispositif est en train de s'installer :

- contrôle et surveillance des travailleurs grâce aux technologies de surveillance et l'informatisation du processus de travail ;
- expérimentation de systèmes d'auto-contrôle sous couvert d'amélioration des conditions de vie et de travail : horaires variables (3) et équipes semi-autonomes où sont intériorisés les contraintes de la production (rendement collectif, primes d'assiduité collectives...)

L'introduction du badge par l'intermédiaire des horaires variables est éclairant. Le plus grave est que ce quadrillage électronique s'étend sans réactions particulières.

Il faut dire que la campagne du pouvoir sur le thème de la sécurité, la montée de l'angoisse collective liée à la crise et le déplacement de cette angoisse sur la crainte de l'autre (le jeune, l'immigré, le différent...) créent une demande sociale de sécurité et banalisent l'emploi des technologies de surveillance (de la porte blindée au « radar de protection volumétrique télécommandé » !)

Aussi n'est-il pas étonnant de voir ces technologies s'implanter rapidement. Ainsi la SAFAA annonce qu'elle a « équipé en 1980 plus de 3 000 accès et que plus d'un million de badges magnétiques SAFAA sont employés en France » : protection des centres de traitement informatique, banques, aéroports, bâtiments industriels (notamment dans l'automobile, la pétrochimie, le nucléaire, l'armement, l'équipement électrique...), administrations (P et T, parkings, SNCF, RATP...), centres de loisirs, immeubles d'habitation, grands magasins...

Il est nécessaire qu'une lutte sérieuse se mène sur ce terrain. En particulier par le refus des badges personnalisés.

En l'absence d'une réaction de masse, on peut s'attendre à une action de sabotage qui se généralisera au fur et à mesure que les travailleurs vivront les atteintes portées à leur liberté.

Quand la machine ne produit que du despotisme, il ne reste plus qu'à briser cette machine.

(1) Après le « productique », le « formatique », le « bureautique », le « telematique », et le tout récent « novatique » inventé par la CGC, nous proposons (pourquoi pas ?) le hardi « maton-matique » (on appelle maton un gardien de prison).

(2) Nous utilisons largement les brochures de la SAFAA, publiées gratuitement.

(3) 12 000 entreprises utilisent les horaires variables.

Abonnez votre syndicat, votre comité d'entreprise, votre groupe militant. L'abonnement collectif vous fera faire des économies : 230 F et 4 exemplaires de chaque numéro pour les groupes militants.